

AVANT PREMIÈRE Faute d'électeurs, la gauche derrière Juppé

Alain Juppé - Crédits photo : Pool/ABACA

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par [Eric Zemmour \(#figp-author\)](#)

Publié le 09/03/2016 à 17h07

LA CHRONIQUE D'ÉRIC ZEMMOUR- Un livre bâclé pour défendre deux idées dans l'air du temps : une «grosse coalition» entre le centre droit de l'UMP et le centre gauche du PS. Et le ralliement de la gauche à la candidature Juppé.

Il y a deux sortes de livres: ceux qui sont toujours trop courts et ceux qui sont toujours trop longs. Ceux dont on relit sans se lasser certains extraits pour l'élégance de leur style ou la profondeur de leur réflexion ; et ceux qu'on lit en diagonale parce qu'aux premiers mots on connaît d'avance la suite. Ceux écrits avec son âme ou ses tripes et ceux écrits avec ses pieds. Ceux qu'on conserve et ceux qu'on égare. Ceux qu'on relit et ceux qu'on oublie. Ceux qui méritent la gloire éternelle de la Littérature avec un «L» majuscule et ceux qui auraient dû se contenter de la gloire éphémère d'une tribune d'un journal avec un «j» minuscule. L'ouvrage que signent ensemble **Daniel Cohn-Bendit**

(<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/2015/11/06/31003-20151106ARTFIG00248-denis-tillinac-et-daniel-cohn-bendit-comment-reconcilier-le-peuple-et-les-elites.php>) et le journaliste Hervé Algalarrondo relève de la seconde catégorie. Tout est dans le titre: *Arrêtons les conneries*. Racolage et «braillage» sont les deux mamelles du cohn-benditisme médiatique. Jeunisme démagogique et utopisme chimérique ses deux armes politiques. Le sous-titre est plus classique: *Plaidoyer pour une révolution politique*. Depuis près de

cinquante ans, dès les premiers crocus de printemps, Daniel Cohn-Bendit refait la Révolution. C'est chez lui un réflexe pavlovien et une raison de vivre. Le 22 mars, c'est demain.



Que nous disent nos deux complices? Que la France n'est plus vraiment une démocratie, car le parti du président de la République élu prend tous les postes alors qu'il ne recueille qu'une minorité de suffrages. Que l'Assemblée nationale ne représente plus la France électorale. Que seule la proportionnelle permettrait une plus démocratique représentation. Que le renversement de calendrier opéré, à l'instigation de Jospin et Bayrou, à la veille de la présidentielle de 2002, qui déplaça les élections législatives après la présidentielle, a tué les élections législatives. Et le Parlement. Que cette rugueuse bipolarité électorale est encore plus illégitime depuis que la France est sortie de la bipolarisation. Que cela vaut pour Chirac, Sarkozy et Hollande.

Rien de faux dans ce diagnostic. Rien de très original non plus. Rien de très complet enfin. Rien qui ne mérite un livre. Rien qui ne puisse être contesté: un pays qui abandonne l'essentiel de sa souveraineté à des oligarchies non élues ne peut plus tenir ses promesses démocratiques faites à un peuple qui vote pour élire des représentants qui n'ont qu'un fantôme de pouvoir ; un peuple qui a le droit de changer de président mais pas de politique ; un peuple qui n'a de choix qu'entre les options qui ne contredisent pas les traités européens et ne contreviennent pas à l'idéologie libérale de la Commission et au droit-de-l'homme des juges européens. Mais Cohn-Bendit n'en a cure. Cette démocratie réduite aux acquêts, c'est ce qu'il appelle la démocratie. Le reste, c'est pour lui au choix le populisme ou la dictature. Ce genre d'inversion sémantique et idéologique est sa marque de

fabrique: il appelle République l'inverse de la République des fondateurs de l'une et indivisible. On sait qu'il y a bientôt cinquante ans, il n'était pas le dernier à crier: «CRS-SS!»

Cohn-Bendit dit tout haut ce que toute la classe politique pense tout bas. Il lance officiellement la campagne pour le ralliement de la gauche à Juppé

Mais Daniel Cohn-Bendit ne se serait pas dérangé pour un énième plaidoyer en faveur de la proportionnelle. Avec son acolyte du jour, il a de plus amples ambitions. S'il occupe les devantures de librairie, et les plateaux de télévision qui vont avec, c'est pour vendre une idée aussi simple qu'iconoclaste: la prochaine majorité sera une grande coalition du centre droit et du centre gauche. **Autour du président Juppé (<http://premium.lefigaro.fr/politique/2016/02/14/01002-20160214ARTFIG00164-alain-juppe-ou-comment-tuer-le-match-avant-le-match.php>)**, elle rassemblera un gouvernement dirigé par Macron à Matignon et soutenu par Valls, Bayrou, Fillon, Raffarin, NKM, Le Maire. Une «grosse coalition» sur le modèle allemand CDU-CSU. Une «omelette» partisane dont on aura coupé les deux bouts, Le Pen et Mélenchon. Une coalition eurocompatible qui accomplira les fameuses réformes voulues par Bruxelles et le Medef. Libérale, libertaire et multiculturelle.

L'idée est dans l'air depuis que Marine Le Pen a écrasé le premier tour des régionales et qu'Alain Juppé caracole en tête des sondages de la primaire des Républicains. Cohn-Bendit dit tout haut ce que toute la classe politique pense tout bas. Il lance officiellement la campagne pour le ralliement de la gauche à Juppé. Campagne qui s'achèvera entre les deux tours de 2017. L'UMPS existe, Marine le dénonce, Cohn-Bendit l'assume. Cohn-Bendit est le chaînon manquant entre Valls et Juppé. Bayrou et Macron. Cohn-Bendit était initialement pour l'alliance entre les socialistes, les Verts et les centristes. Mais trop tard. Plus assez d'électeurs. Il faut encore pousser les murs jusqu'à l'ancien RPR chiraquien. Faute de grives, on mangera des merles. Et de toutes les façons, Juppé et ses soutiens sont les meilleurs représentants du centre gauche. D'où le charme entêtant qu'il exerce sur les médias. Et Cohn-Bendit.

Le programme subliminal de Cohn-Bendit est simple, limpide, et constant depuis bientôt cinquante ans : il faut éradiquer les dernières traces françaises en France

On croit que **l'ennemi principal de notre architecte politique est le Front national (<http://premium.lefigaro.fr/politique/2016/03/08/01002-20160308ARTFIG00257-le-front-national-peut-il-devenir-un-parti-de-gouvernement.php>)**. Erreur. Il réserve ses coups les plus rudes à la gauche de la gauche, aux frondeurs, à Mélenchon. «Aux Bronzés de l'économie». En 68, sa cible privilégiée était le Parti communiste de Georges Marchais. À le lire, on comprend pourquoi: le pire crime de cette gauche brocardée n'est pas tant d'être encore trop marxiste que d'être trop colbertiste, pas tant d'être trop progressiste que d'être trop française. Trop française et pas assez allemande, pas assez américaine, pas assez anglo-saxonne: le crime suprême. Déjà la critique de BHL faite aux communistes dans L'Idéologie française, il y a près de quarante ans!

Le programme subliminal de Cohn-Bendit est simple, limpide, et constant depuis bientôt cinquante ans: il faut éradiquer les dernières traces françaises en France. Les dernières traces institutionnelles avec la Monarchie gaullienne ; les dernières traces économiques avec l'étatisme colbertiste ; les dernières traces dans la population et la culture par l'islam à qui «il faut faire toute sa place». Cohn-Bendit, c'est un Napoléon après la victoire d'Iéna poursuivant les armées prussiennes vaincues pour noyer les derniers combattants. Sauf qu'avec Cohn-Bendit, les ultimes soldats à noyer sont français.

Et si on arrêtait les conneries, D. Cohn-Bendit et H. Algalarrondo. Fayard, 191 P., 17 €.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 10/03/2016.



(<http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1>)

Eric Zemmour (<http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/1649413>)

Journaliste, chroniqueur